

Vers un Tadjikistan sans mines

Aucune pierre n'est laissée non retournée



PAR MICHAEL UNLAND

Michael Unland : Quel effet cela fait-il d'exercer un métier dans lequel on est exposé à ce que beaucoup considèrent comme les vestiges les plus pernicieux d'un conflit ?

Mike Storey : Nous effectuons notre travail de déminage conformément à des niveaux de risque internationalement acceptés. Personnellement, j'estime que si vous suivez correctement les procédures, en partant d'une zone que vous savez sûre, vous

courez en fait moins de risques que si vous essayez, par exemple, de traverser une rue très fréquentée dans une grande ville. Mais si vous faites fi des règles et prenez des raccourcis, c'est comme si vous placiez un sac en papier au-dessus de votre tête avant de traverser cette même rue.

L'enlèvement de mines terrestres implique de suivre d'une façon rigide et professionnelle un processus bien défini. C'est l'approche que nous adoptons pour enseigner aux équipes tadjikes comment repérer les zones dangereuses, établir les limites exactes de probables champs de mines et détruire les débris explosifs de guerre. On leur apprend, par exemple, qu'ils doivent toujours déminer dans le sens de la montée car, dans le cas contraire, ils risqueraient de perdre l'équili-

Cette année marque le dixième anniversaire de la signature de la Convention d'Ottawa, qui est également appelée Traité d'interdiction des mines, l'instrument international le plus complet pour débarrasser le monde du fléau des mines terrestres antipersonnel. Depuis 2003, l'OSCE participe à cet effort mondial par le biais de son programme d'action contre les mines au Tadjikistan, avec l'appui de son principal agent d'exécution, la Fondation suisse de déminage, et sous les auspices de l'organe national de coordination, le Centre tadjik d'action contre les mines. Dans un entretien qu'il a accordé au *Magazine de l'OSCE* sur le processus de déminage, Mike Storey, Conseiller de projet à la Fondation, explique qu'un Tadjikistan sans mines n'est pas une utopie, à condition que le financement des donateurs ne se tarisse pas afin d'accélérer les résultats encourageants obtenus jusqu'à présent. Ressortissant néerlandais né au Zimbabwe, M. Storey a travaillé pendant plus de deux ans comme démineur au Soudan. Il a parfait sa formation à la neutralisation des mines explosives au Centre international kényan de formation du déminage.

bre ou de trébucher et de rouler sur un champ de mines.

Êtes-vous en train de me dire qu'il n'y a pas d'aspect émotionnel ?

Si ! Chaque mine qui est retirée du sol et détruite signifie des vies sauvées. La chose satisfaisante dans ce travail, c'est qu'il est directement et immédiatement utile pour d'autres. C'est la partie émotionnelle. C'est très différent de l'organisation d'ateliers ou de la distribution de brochures.

Les accidents peuvent-ils être complètement évités ?

L'erreur humaine occupe une large place dans tout accident, exactement comme dans de nombreuses autres activités. Un superviseur, par exemple, peut avoir mal évalué le risque ou le type de mines ou les dimensions de la zone. Nous ne sommes pas des robots.

Vous fixez-vous pour objectif d'enlever un certain nombre de mines par jour ?

Nous ne voyons pas les choses sous cet angle. Parfois, après avoir travaillé longuement et durement sur une vaste étendue de terrain, nous ne trouvons pas une seule mine. On ne s'en plaint pas. Ce qui compte, c'est le nombre de terrains auparavant soupçonnés d'être minés qui peuvent être remis aux communautés afin que ces dernières les utilisent de façon productive.

Ainsi, bien souvent, vous n'éradiquez pas des mines, mais la peur ?

Absolument. Une mine terrestre est une « arme d'interdiction d'accès ». Si l'explosion d'une mine tue ou blesse accidentellement quelqu'un, peu importe les dimensions du site, vous pouvez être certain que, par peur, les gens ne s'en approcheront pas. Le Tadjikistan étant constitué à 93 % environ de montagnes, il n'y a donc déjà pas beaucoup de terres arables et chaque lopin de terre agricole laissé en friche signifie que les communautés rurales sont privées d'une ressource de grande valeur.

Peut-on discerner certaines constantes dans la façon dont les mines sont disposées ?

Au Mozambique et au Soudan, où j'ai travaillé, les mines disposées au hasard sont relativement fréquentes. Nous les appelons « mines de nuisance » : on en pose juste assez pour empêcher les gens d'accéder à l'ensemble de la zone. Dans le cas du Tadjikistan, lorsque les

forces russes ont remis des zones minées à la frontière afghane aux autorités tadjikes en 2005, elles ont également fourni des cartes indiquant où les mines avaient été posées. Ces cartes sont fiables et facilitent le déminage car, dans ce domaine, l'une des tâches les plus difficiles consiste à identifier avec précision les limites des champs de mines.

En revanche, il n'existe pas de données relatives aux zones qui ont été minées au cours de la guerre civile près de Gharm au Tadjikistan central. Certains se souviennent que la zone était couverte de mines, mais ils ne savent plus exactement où celles-ci se trouvent. Nous pouvons donc passer des années à nettoyer ces zones sans rien trouver.

Comment se passe la coopération entre les autorités tadjikes et les équipes de déminage ?

Le Gouvernement tadjik a créé un cadre de travail positif. Toutes les unités et toutes les divisions, qu'il s'agisse de l'armée, de la sécurité des frontières ou des services d'urgence, coopèrent pleinement avec nous. Ce sont les autorités qui affectent le personnel — essentiellement en provenance du Ministère tadjik de la défense — pour être formé par nos soins. Nous avons des cartes à notre disposition ainsi que certaines installations. Dans de nombreux pays dans lesquels j'ai travaillé, le gouvernement vous empêche littéralement de faire votre boulot. Ici c'est totalement l'inverse.

Comment les mines terrestres dans les zones frontalières influent-elles sur la surveillance et la sécurité ?

Les mines qui ont été posées le long de la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan au début des années 90 empêchent maintenant d'y effectuer des patrouilles et d'y construire des postes de contrôle et des tours d'observation. Ces zones infestées sont inaccessibles non seulement pour les contrebandiers et les militants — le groupe cible visé — mais également pour les gardes frontière. Les mines ne faisant pas de discrimination, elles doivent donc être enlevées avant que l'on puisse appliquer certaines méthodes de surveillance des frontières.

OSCE/ALEXANDER SADRKOV



Mike Storey, Conseiller de projet

Désormais dans sa cinquième année, le programme de déminage OSCE-FSD au Tadjikistan a :

- procédé à des relevés techniques dans plus de 1000 villages, délimitant les zones dangereuses et permettant de définir des priorités pour le déminage ;
- repéré plus de 100 zones minées ;
- déminé une zone d'une superficie proche de 500 000 m² ;
- détruit 2 264 mines antipersonnel, 3 mines antichar, 753 autres engins non explosés, et 4 096 munitions pour petites armes ;
- remis aux communautés locales dix sites nettoyés et pouvant être utilisés en toute sécurité
- dispensé ou organisé 29 stages de formation à l'intention de médecins, de géomètres, de démineurs, de chefs d'équipe, d'opérateurs de matériel de neutralisation des explosifs et munitions (NEM) et du personnel chargé des bases de données ; et
- formé plus de 350 démineurs nationaux.

Site Web du Plan d'action national tadjik contre les mines : www.mineaction.tj

Voyez-vous la fin du problème des mines au Tadjikistan ?

Le Tadjikistan est, en fait, l'un des rares pays où l'on entrevoit la lumière au bout du tunnel. Le problème est relativement circonscrit et gérable et il y a une forte volonté politique de le résoudre. Toutefois, si nous continuons de travailler au rythme actuel, cela nous prendra des décennies. Nous devons renforcer nos capacités, recourir à des engins mécaniques de déminage pour nous aider, recruter plus d'équipes d'arpentage et de déminage, et obtenir davantage de fonds pour toutes ces activités.

Lorsque nous y serons parvenus, nous serons en mesure d'accomplir beaucoup plus encore. Nous sommes ici depuis maintenant quatre ans ; nous savons ce que nous faisons, nous avons des gens très expérimentés sur le terrain, et le projet en est à un stade avancé. Nous sommes comme un lévrier dans sa boîte de départ, aspirant à courir.

Pensez-vous qu'il soit réaliste pour le pays d'atteindre l'objectif qu'il s'est fixé dans le cadre de la Convention d'Ottawa et de mener à bien son programme de déminage d'ici avril 2010 ? C'est dans moins de trois ans.

Je ne peux pas vous donner de date, mais je peux vous dire que plus nous acquérons de l'expérience et de l'assurance, plus grande sera la surface que nous serons en mesure de déminer. En 2006, nous avons couvert

100 % de plus de territoire qu'en 2005 avec moins de ressources. Pouvez-vous imaginer ce que nous pourrions faire cette année et en 2008, 2009 et 2010 lorsque nous aurons augmenté nos capacités ? Nous pourrions certainement résoudre le problème dans un avenir prévisible. Et c'est là l'enjeu.

En adhérant à la Convention d'Ottawa en 1999, le Gouvernement tadjik n'a laissé aucun doute quant à sa détermination de réaliser sa vision d'un Tadjikistan à l'abri de l'impact humanitaire et économique négatif des mines terrestres. En 2004, les autorités ont détruit leurs derniers stocks – plus de 3 000 mines. À présent, c'est aux mines enfouies dans le sol qu'il convient de s'attaquer. Malheureusement, le pays n'a pas les moyens de remplir cet engagement et nous lançons donc un appel à la générosité des pays donateurs et à leur sens des responsabilités pour qu'ils interviennent et aident le Tadjikistan à atteindre son objectif.

Michael Unland est chargé des relations avec les médias au Centre de l'OSCE à Douchanbé. Avant de travailler dans le domaine du développement en Allemagne, au Chili, en Biélorussie, en Russie, au Kazakhstan et au Kirghizistan, il était journaliste radio et en ligne. Il a été responsable de plusieurs projets de communication au PNUD et pour MercyCorps.

Déminage au Tadjikistan

Principaux donateurs : Canada, OSCE et Allemagne

Autres donateurs : Belgique, France, Japon, Norvège, Royaume-Uni, Suède et Suisse

Budget 2007 : 3,7 millions de dollars ; à ce jour, l'OSCE, le PNUD et les gouvernements donateurs ont fourni 1,4 million de dollars.

Personnel : quatre personnes recrutées sur le plan international et 160 personnes recrutées sur le plan national organisées en quatre équipes de déminage manuel.

Selon des sources officielles, quelque 25 millions de m² du territoire tadjik ont été contaminés par des mines

antipersonnel et par des munitions non explosées :

- Au début des années 90, le long de la frontière sud entre le Tadjikistan et l'Afghanistan ;
- Au cours de la guerre civile (1992–1997), en particulier au Tadjikistan central ; et
- En 2000, à la frontière entre le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, dans l'est et le nord du pays.

Ces 15 dernières années, 277 citoyens tadjiks ont perdu la vie et 300 ont été blessés dans le cadre d'accidents impliquant des mines. Plus de 20 % d'entre eux étaient des enfants dans des zones rurales pauvres.

Dans le cadre du programme OSCE-FSD, 12 chiens détecteurs de mines, formés en Afghanistan, contribuent depuis la mi-2006 à réduire le nombre de zones soupçonnées d'avoir été minées.

FSD (FONDATION SUISSE DE DÉMINAGE)





Sensibiliser les communautés aux mines terrestres dans tout le Tadjikistan est une tâche essentielle du programme d'action contre les mines.

FSP (FONDATION SUISSE DE DÉMINAGE)

Les habitants de Pahtakor

Principales victimes des mines terrestres et de leurs répercussions

PAR ALEXANDER SADIKOV

« Cette terre est morte », explique Lolahon. « L'eau l'a détruite ». Le vieil homme aux habits usés me fait visiter le petit village de Pahtakor, situé dans le district du Piandj méridional, dans la province de Khatlon.

Le Pahtakor se situe à la frontière, longue de 1 350 km, entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, dont certains tronçons auraient été massivement minés par les troupes russes au début des années 90 pour la protéger des contrebandiers et des groupes militants. La zone a été désignée zone prioritaire pour le début de la saison de déminage de cette année. En raison des conditions climatiques rigoureuses qui y règnent pendant les mois d'hiver, le travail de déminage ne peut se faire qu'entre mars et novembre, dans le meilleur des cas.

Alors que nous marchons le long d'une route poussiéreuse, le vent transporte l'odeur fétide de la terre des champs gorgés d'eau. Des grappes de maisons de glaise semblent abandonnées. Les champs environnants sont détrempés et dénués de toute végétation, un contraste saisissant par rapport au vert printanier des champs ailleurs dans le pays.

Pahtakor était connu pour ses produits agricoles. Par un réseau d'une centaine de canaux, le Piandj fournissait l'eau qui irriguait cette zone aride, permettant à ses habitants de cultiver du coton. Puis, ce qui avait fonctionné pendant des centaines d'années pris fin au cours de la guerre civile, lorsque le canal qui drainait l'eau dans le Piandj fut miné. Ne pouvant plus s'écouler, l'eau a progressivement transformé ces terres fertiles en marécage.

« Ces canaux étaient tout pour nous : ils nous donnaient notre pain, notre vie et notre espoir », déclare Ranohon Saidova, chef adjoint de Quldimon, le *Jamoat*

(unité d'autonomie locale) qui a été le plus durement touché par la catastrophe.

« Nous avions l'habitude de nettoyer les canaux chaque année. Mais, maintenant, nous ne le faisons plus ; de toute façon, l'eau ne va nulle part car le canal en aval a été miné. »

Plusieurs notables du *Jamoat* m'avaient invité à l'école locale où ils souhaitaient m'entretenir de leurs problèmes.

« L'eau a déjà détruit sept maisons du village de Gushon », explique l'un des notables d'un air las. « Et à Quldimon, environ 76 hectares de terres ont été envahis par l'eau. Plusieurs de nos bêtes – que nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de perdre – ont été infectées par des maladies. »

Et puis, il y a l'impact inquiétant sur la santé humaine. La zone marécageuse offre un terrain de choix pour les moustiques. D'après Hudoyberdi Saidov, le directeur adjoint du Centre des maladies tropicales de Piandj, le paludisme a été diagnostiqué en 2006 chez plus de 115 personnes.

Parmi ces dernières, Munis, âgé de cinq ans. La maison à deux étages de sa famille n'est qu'à dix mètres d'une zone gorgée d'eau. Il y a tout simplement trop de moustiques ici en été », explique la mère de Munis, Sabohat Mirzoeva. « Ils nous piquent et nous ne pouvons rien faire. Nous ne pouvons qu'espérer qu'ils ne sont pas porteurs du paludisme. »

Alexander Sadikov est assistant principal presse et information au Centre de l'OSCE à Douchanbé. Titulaire d'un diplôme universitaire en relations internationales et en journalisme, il est originaire du minuscule village de montagne de Panjakent dans le nord du Tadjikistan à la frontière ouzbèke.